

Macron en précampagne avec le ca

Le président, qui bénéficie d'une configuration inédite, multiplie les prom

En quelques jours, les promesses se sont multipliées. La rentrée devait marquer la fin du « quoi qu'il en coûte » et des dépenses de soutien aux entreprises pénalisées par la crise sanitaire, qui ont totalisé à elles seules environ 70 milliards d'euros (hors prêts garantis par l'Etat et hors plan de relance). Mais pas un jour ne passe, ou presque, sans que ne soient annoncées de nouvelles dépenses, souvent par le chef de l'Etat lui-même, pour venir en aide à tel ou tel public particulier.

Ainsi, près de 1,5 milliard ont été promis à la ville de Marseille lors de la visite d'Emmanuel Macron le 2 septembre. Puis 500 millions d'euros supplémentaires au ministère de l'intérieur, après une rallonge de 1 milliard d'euros, déjà, en juillet. Suivis de 600 millions d'euros (par an) pour les agriculteurs afin de mettre sur pied un nouveau système d'assurance récolte. Le même jour, le président de la République évoquait un plan « massif pour les équipements sportifs », comportant « plusieurs milliers de terrains de basket », des « dojos », des « skateparks », des « piscines ». Jeudi 16 septembre, le président détaillait des mesures visant à améliorer le statut de 3 millions de travailleurs indépendants, qui devraient coûter plusieurs centaines de millions d'euros, tandis que le premier ministre, Jean Castex, annonçait un coup de pouce de près de 600 millions d'euros pour les ménages modestes avec le « chèque énergie ».

Le premier ministre s'est également félicité des 2 milliards d'euros supplémentaires prévus pour le dispositif « MaPrimeRénov ». Vendredi 17 septembre, un « plan inédit » pour les chômeurs longue durée était présenté par la

« C'est devenu si facile de trouver de l'argent public que la question du financement est devenue annexe »

FRANÇOIS ECALLE
ancien de
la Cour des comptes

ministre du travail, Elisabeth Borne, dans *Le Parisien*. Et le décompte n'est pas terminé. Deux gros morceaux sont attendus cet automne : le plan d'investissement « France 2030 » qui avoisinerait 30 milliards d'euros et le « revenu d'engagement » pour les jeunes évalué par certains à 1 ou 2 milliards d'euros.

« Un classique de fin de mandat »

Ces promesses n'ont pas toutes vocation à se concrétiser dès le budget 2022. Mais aucune ne semble, à ce stade, financée autrement que par de la dette. Est-ce le syndrome d'un président en fin de quinquennat qui multiplie les mesures catégorielles alors qu'il s'apprête à se déclarer candidat ? « Distribuer des chèques, c'est un classique de fin de mandat, tempère Chloé Morin, spécialiste de l'opinion pour la Fondation Jean-Jaurès, et passée par Maignon entre 2012 et 2016. François Hollande aussi avait lâché les cordons de la bourse et les budgétaires avaient dû faire des tours de passe-passe pour que ça rentre dans les cases. » Au point que la Cour des comptes avait jugé « insincère » le dernier budget de l'ère Hollande.

Pourtant, Emmanuel Macron bénéficie d'une configuration



inédite : les règles budgétaires européennes sont levées jusqu'en 2023 du fait de la crise, les institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) poussent les Etats à dépenser massivement pour soutenir leurs économies, et la dette ne coûte rien grâce aux mesures extraordinairement accommodantes de la Banque centrale européenne (BCE), qui achète quasiment tout le papier émis par la France depuis dix-huit mois. « C'est devenu si facile de trouver de l'argent public que la question du financement est devenue totalement annexe, résume François Ecalte, ancien de la Cour des comptes et président de Fipeco, un site documentaire spécialisé.

populaire suppression de la demi-part fiscale pour les veuves.

Mieux, les oppositions semblent avoir renoncé à attaquer l'exécutif sur ce volet, multipliant au contraire les promesses non financées. A droite, Xavier Bertrand veut réduire de moitié les impôts de production sur les entreprises, qui rapportent près de 70 milliards d'euros par an. Valérie Pécresse promet d'augmenter de 10 % le salaire net des Français gagnant jusqu'à 2,2 fois le smic, pour un coût qu'elle estime à 25 milliards d'euros, tandis que la candidate socialiste Anne Hidalgo propose de doubler les salaires des enseignants, ce qui coûtera plusieurs dizaines de milliards d'euros. « Baisser les impôts ou augmenter

Le Sénat critique la proposition de loi pour encadrer la dépense publique

millions de trants, qui de-
sieurs centai-
euros, tandis
inistre, Jean
un coup de
600 millions
nages modes-
«énergie».
tre s'est égale-
s 2 milliards
itaires prévus
«MaPrimeRé-
septembre, un
les chômeurs
présenté par la

prête à se déclarer candidat ? « Dis-
tribuer des chèques, c'est un classi-
que de fin de mandat, tempère
Chloé Morin, spécialiste de l'opi-
nion pour la Fondation Jean-Jau-
rés, et passée par Matignon entre
2012 et 2016. François Hollande
aussi avait lâché les cordons de la
bourse et les budgets avaient
du faire des tours de passe-passe
pour que ça rentre dans les cases. »

Au point que la Cour des comptes
avait jugé « insincère » le dernier
budget de l'ère Hollande.

Pourtant, Emmanuel Macron
bénéficie d'une configuration

meante: les regies budgetaires
européennes sont levées jus-
qu'en 2023 du fait de la crise, les
institutions internationales
comme le Fonds monétaire inter-
national (FMI) poussent les Etats à
soutenir leurs économies, et la dette
ne coûte rien grâce aux mesures
extraordinairement accommodan-
tes de la Banque centrale euro-
péenne (BCE), qui achète quasi-
ment tout le papier émis par la
France depuis dix-huit mois.

« C'est devenu si facile de trouver de
l'argent public que la question du
financement est devenue totale-
ment anecdotique, résume François
Ecalte, ancien de la Cour des
comptes et président de Pipeco,
un site documentaire spécialisé.
« Quand on a dépensé des dizaines
de milliards d'euros pour aider les
ménages et les entreprises, il n'y a
plus vraiment de limite. »

Peu de présidents sortants ont
pu jouer d'un tel alignement
d'étoiles. Après la crise de 2008,
les tensions sur l'euro et la crise
grecque avaient contraint Nico-
las Sarkozy à prendre des mesu-
res de rigueur dès 2010, comme
la réforme des retraites portée
par François Fillon ou la très im-

populaire suppression de la
mi-part fiscale pour les veuves.

Mieux, les oppositions semblent
avoir renoncé à attaquer l'exécutif
sur ce volet, multipliant au con-
traire les promesses non finan-
cées. A droite, Xavier Bertrand
veut réduire de moitié les impôts
de production sur les entreprises,
qui rapportent près de 70 mil-
liards d'euros par an, Valérie Pé-
cresse promet d'augmenter de
10 % le salaire net des Français ga-
gnant jusqu'à 2,2 fois le smic, pour
un coût qu'elle estime à 25 mil-
liards d'euros, tandis que la candi-
date socialiste Anne Hidalgo pro-
pose de doubler les salaires des en-
seignants, ce qui coûtera plusieurs
dizaines de milliards d'euros, « Baisser les impôts ou augmenter
les dépenses, l'effet sur le déficit est
le même », rappelle François Ecalte.

Et si les candidats promettent de
réformer l'Etat et de lutter contre
la fraude fiscale ou sociale, « la ré-
forme de l'Etat est promise depuis
des années, et les ordres de gran-
deur de la fraude ne sont pas du
tout les bons », poursuit-il.

Pourtant, la maîtrise de la dé-
pense publique a longtemps été
une marque de présidentialité,
rappelle Jérôme Batout, écono-

gnon entre 2012 et 2014: « Même à
gauche, il fallait montrer qu'on ne
ferait pas sauter la banque, ni pro-
voquer une crise sur l'euro. » Mais le
monde a changé. La dépense pu-
blique n'est plus considérée de la
même façon. Les mots-clés dans le
champ des finances publiques ne
sont plus « dette » ou « déficit »
mais « investissement » et « re-
lance », beaucoup plus positifs et
valorisants, souligne-t-il. Les dé-
penses proposées par les préten-
dants à l'Élysée, « ce sont des dé-
penses de fonctionnement », expli-
quait ainsi le ministre de l'écono-
mie, Bruno Le Maire, jeudi
16 septembre sur BFM-TV, jugeant
qu'« ils inventent le passé »: « Nous,
c'est des dépenses d'investissement
qui vont permettre d'augmenter la
croissance et la productivité. »

Emmanuel Macron présente
tout comme de l'investissement,
estime M. Batout: « Même quand il
parle aux sportifs qui reviennent
des JO... » Selon le chef de l'Etat, les
dépenses sont comme « du ruisse-
ment à l'envers: si Marseille va
mieux, le pays va mieux », décrypte
l'économiste. De même qu'il fait
des « paris », sur les vaccins, le
passe sanitaire ou l'ouverture des

une sorte de vista, exactement
comme un investisseur, poursuit
M. Batout. L'investissement, c'est du
régalien, au sens médiéval du
terme, c'est le mot utilisé par le roi
quand il donne un fief. »

L'opinion adhèrera-t-elle à cette
vision positive de la dépense pu-
blique ? Ou au contraire, tiendra-t-
elle rigueur au président sortant
d'avoir ouvert les vannes, lui qui
se targue d'avoir fait sortir en 2018
la France de la procédure pour dé-
ficit excessif engagée contre
l'Hexagone par Bruxelles neuf ans
plus tôt ? « L'état des finances publi-
ques est une priorité pour les Fran-
çais », assure le président LR de la
commission des finances, Eric
Woerth, qui dit attendre « un si-
gne » de l'exécutif montrant qu'il a
conscience de la « gravité de la si-
tuation ». Longtemps, l'opinion a
fait une corrélation entre la
hausse des dépenses et les haus-
ses d'impôts, rappelle Chloé Mo-
rin. « Le "quoi qu'il en coûte" a dé-
réglé cette mécanique, juge-t-elle.
Mais à un moment, la crédibilité
des candidats qui s'engagent dans
cette fuite en avant va forcément
être questionnée. » ■

ELSA CONESA

riter la proposition de loi réduire la dépense publique

re, le président de la commission des finances du
ynal (PS), et son rapporteur, Jean-François Hus-
lié un rapport très critique sur la proposition de
stive à la modernisation de la gestion des finan-
e texte qui matérialise l'ambition de saine gestion
Raynal et Husson émettent des « réserves quant
« examiner [ce texte] dans le contexte actuel, du sor-
« rituelle ». Si la commission mixte paritaire qui suit
à n'est pas conclusive, une deuxième lecture
semblée et au Sénat. Or, le calendrier parlemen-
ais très serré, puisque la législature est censée
rier 2022.

ne, investissement... L'effet de la crise sur les territoires urbains

ivités, qui regroupent environ 30 millions d'habitants, ont connu un recul de 17,8 % de leurs dépenses d'investissement en 2020

ne édition de
« Territoires ur-
rtrait financier »,
di 15 septembre
postale, montre
vités ont subi de
ffets de la crise sa-
2020 aura été pour
é difficile, mar-
aisse de 13,8 % de
vité et un recul de

présentent que 10 % de la popula-
tion totale, alors que les 40 villes
de plus de 100 000 habitants en
regroupent un tiers à elles seules.

Globalement, les dépenses des
territoires urbains, avec un mon-
tant total de 777 milliards d'euros,
enregistrent une contraction de
3,1 %, due au recul accentué des in-
vestissements. « Classiquement,
en année électorale, l'investisse-

dente. Elles s'élevaient à 2 590 euros
quand celles de la Ville de Paris,
très au-dessus de la moyenne, se
montent à 4 473 euros. Hors Mé-
tropole du Grand Paris, le recul
est encore plus marqué: 4,5 %.

Pour les seules dépenses de
fonctionnement (607 milliards
d'euros), qui représentent 78 %
du budget des territoires urbains,
la hausse est de 1,1 %, une aug-

me de décalages de versement, est en
public, qui diminuent d'un quart,
en passant de 1,2 milliard à
900 millions d'euros, et les pres-
tations de services, qui passent de
4,9 à 3,9 milliards d'euros.
Toutefois, la baisse des recettes
de fonctionnement, conjuguée à
une forte progression (+12,6 %) de
des dépenses exceptionnelles
liées à la crise, se traduit par un re-
cul de 13,8 % de l'épargne brute de
ces territoires urbains, qui passe

public, qui diminuent d'un quart,
en passant de 1,2 milliard à
900 millions d'euros, et les pres-
tations de services, qui passent de
4,9 à 3,9 milliards d'euros.

Toutefois, la baisse des recettes
de fonctionnement, conjuguée à
une forte progression (+12,6 %) de
des dépenses exceptionnelles
liées à la crise, se traduit par un re-
cul de 13,8 % de l'épargne brute de
ces territoires urbains, qui passe

faisant passer la capacité de dé-
sendettement de 5,4 ans en 2019
à 6,5 ans en 2020, « la dette des
territoires urbains reste sous con-
trôle », assure M. Vervisch.
« Même ayant souffert avec les ef-
fets de la crise sanitaire, ils sont en
mesure de contribuer à la re-
lance », estime-t-il.

Se pose tout de même une inter-
rogation, qui commence à tarauder
les élus locaux. Comment les
collectivités territoriales seront